



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – TB – 2025 – I – 230

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Wimille

C&D FOODS FRANCE

Arrêté du

01 OCT. 2025

portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté d'autorisation environnementale du 17 octobre 2002 autorisant la société Continentale

Nutrition à exploiter un entrepôt de stockage d'aliments pour animaux situé ZI de la trésorerie à WIMILLE ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 26 août 2016 au profit de la société C&D FOODS France ;

Vu l'arrêté n° 2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement sur le site le 16 avril 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 2 juin 2025 suite à la visite du 16 avril 2025 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure le 2 juin 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 16 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- le plan schématique devant être présent sous forme de pancarte inaltérable près de l'entrée principale du bâtiment, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers est absent ;
- les justificatifs de formation du personnel aux moyens d'extinction (Extincteurs et RIA) n'ont pu être présentés ;
- les plans des locaux indiquent un type d'extincteur qui n'est pas réellement celui physiquement présent (poudre au lieu d'eau additivée) ;
- le système de détection incendie n'était pas pleinement opérationnel dans les cellules 7 et 8 lors de l'inspection ;
- au moins 3 extincteurs étaient inaccessibles et un RIA non manœuvrable compte tenu du stockage de palettes sur des zones non prévues à cet effet ;
- certains justificatifs d'essais des poteaux incendie datent de plus de 2 ans

2. Le rapport de contrôle préventif émis le 13 décembre 2024 relatif au contrôle du système de détection incendie réalisé le 29 novembre 2024, indique qu'à l'arrivée du technicien le système était partiellement hors service, et précise en observation: " reprogrammation SDI suite à des défauts intempestifs sur linéaire Cellule 7 et 8. De nombreux détecteur optiques sont à remplacer au vu de l'encrassement." ;

3. La défaillance partielle du système de détection incendie est un problème récurrent déjà porté à la connaissance de l'exploitant ;
4. L'inaccessibilité de certains moyens d'extinction et la défaillance d'une partie du système de détection peut conduire à une détection et un début de lutte contre l'incendie retardé ;
5. Le retard de détection d'un incendie naissant ou de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction peut conduire à la propagation de l'incendie, le rendant non maîtrisable et entraînant sa propagation à une cellule complète ;
6. Le développement d'un incendie à une cellule de stockage complète entraînerait des nuisances grave pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
7. Afin de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient, en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires concernant les moyens de lutte contre l'incendie.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1^{er} :

La société C&D FOODS FRANCE, dont le siège social est situé 37 rue Montebello à BOULOGNE-SUR-MER (62200), est mise en demeure, pour la poursuite de ses activités exercées dans son établissement situé Rue de la Trésorerie Zone Industrielle de la Trésorerie à WIMILLE (62126), de respecter sous le délai imparti à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 18.3 de l'arrêté du 17 octobre 2002 susvisé et de l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 en :

- Transmettant sous 1 mois la preuve de l'implantation du plan à l'usage des sapeurs pompier à l'entrée du site. Ce plan doit indiquer le type d'extincteur réellement présent sur site ;
- Transmettant sous 1 mois les justificatifs de formation ou convocations aux formations du personnel au maniement des extincteurs et RIA. Le nombre de personnes formées au maniement des RIA doit être justifié ;
- Transmettant sous 3 mois l'intégralité des justificatifs de formations ;
- Proposant sous 3 mois et en respectant un échéancier des actions à mettre en œuvre pour permettre au système de détection incendie d'être opérationnel en toutes circonstances ;
- Transmettant sous 1 mois le détail des mesures prises pour faire respecter les emplacements de stockages afin de ne pas gêner l'accès aux moyens d'extinctions (extincteurs et RIA) ;

- Transmettant sous 1 mois des justificatifs d'essais des poteaux incendie datés de moins de 2 ans.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille [5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex] dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de BOULOGNE-SUR-MER et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société C&D FOODS France, dont une copie sera transmise en mairie de WIMILLE.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général


Christophe Marx

Copie à :

- la société C&D FOODS FRANCE
- la sous-préfecture de BOULOGNE-SUR-MER
- la mairie de WIMILLE
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD du Littoral